Zeitschrift: Schweizerische Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialgeschichte = Société Suisse d'Histoire Economique et Sociale

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialgeschichte

Band: 9 (1991)

Artikel: La vie associative dans le Jura au XIXe siècle - première approche

Autor: Kohler, François

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-871659

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.10.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

François Kohler

La vie associative dans le Jura au XIXe siècle – première approche

Introduction

Dans cette première approche de la vie associative dans le Jura au XIXe siècle, notre propos est d'aborder à l'échelon régional quelques-uns des problèmes évoqués lors d'un précédent colloque sur les sociétés et la sociabilité en Suisse au XIXe siècle: approches quantitative et typologique, contraste entre les régions catholique et protestante, recrutement social des associations et rôle dans la formation des partis politiques, formes de sociabilité révélatrices de tempéraments culturels régionaux ou nationaux originaux.[1]

Par Jura, nous entendons le territoire de l'ancien Evêché de Bâle rattaché au canton de Berne en 1815. Jusqu'aux plébiscites de 1974 et 1975, le Jura comprend officiellement sept districts Courtelary, Delémont, Les Franches-Montagnes, Laufon, Moutier, La Neuveville et Porrentruy. Sa population – à l'exception des Laufonnais – constitue une minorité ethnique francophone dans un Etat germanophone. Héritage de l'histoire, le Jura-Sud est protestant, le Jura-Nord catholique.[2] Cette brève étude est limitée aux six districts de langue française. Par XIXe siècle, il faut comprendre la période de 1815 à 1914.

Notre exposé est divisé en quatre parties. La première consiste en un inventaire des sociétés jurassiennes vers 1910 du point de vue quantitatif et qualitatif. On évoquera ensuite à grands traits son développement en cherchant à replacer les associations dans le contexte socio-culturel régional et l'évolution du cadre politique cantonal et suisse au XIXe siècle. Dans la troisième partie, nous mettrons en évidence les liens entre l'industrialisation et les nouvelles formes de sociabilité. Nous terminerons en abordant quelques problèmes particuliers à l'aide d'exemples tirés de recherches plus approfondies sur les sociétés de la ville de Delémont.

Les sociétés jurassiennes vers 1910: approche quantitative et typologique

Commençons par examiner les caractéristiques de la vie associative jurassienne à la veille de la Première guerre mondiale, c'est-à-dire à la fin de la période considérée. Nous avons pu dresser un tableau statistique des sociétés jurassiennes à partir des données recueillies dans *l'Indicateur commercial, industriel et agricole du Jura bernois* de 1909-1910 imprimé à Delémont. Dans les 132 communes des six districts romands du canton de Berne, cette publication recense 582 sociétés de toute nature. Des recoupements avec d'autres sources – presse, monographies locales, archives communales – montrent qu'il ne s'agit pas d'un inventaire exhaustif, mais on peut estimer que les sociétés mentionnées par cette publication représentent environ les deux tiers des associations existantes.

On constate d'emblée que pour une cinquantaine des 132 communes aucune société n'est mentionnée; ce sont – en règle générale – les plus petites: moins de 500 habitants. En moyenne, on compte alors dans le Jura une société pour 184 habitants. Mais, on relève un écart assez net entre le Jura-Nord, catholique, qui recoupe le territoire du canton du Jura (une société pour 219 habitants) et le Jura-Sud, protestant, soit le Jura bernois actuel (une société pour 158 habitants).

Influence prépondérante de la religion? La réalité n'est pas aussi simple.

Si on compare les districts entre eux, on remarque que le district de Moutier est avec celui de Porrentruy la région la moins touchée par le phénomène associatif, alors que les Franches-Montagnes se rapprochent de la moyenne jurassienne; le facteur décisif ne semble donc pas être la religion, mais bien le changement social lié au degré d'industrialisation, en l'occurence l'implantation de l'horlogerie , comme le suggère – en pays protestant – l'écart entre le district de Courtelary (une société pour 122 habitants) et celui de Moutier dans ses limites actuelles (une société pour 237 habitants). Dans l'ancienne Prévôté de Moutier-Grandval, le développement industriel a été plus tardif et l'exode rural bien moins massif.[3]

Sur les quelque 600 sociétés répertoriées, le tiers est recensé dans le Vallon de Saint-Imier, où presque toute la population vit au rythme de l'industrie horlogère. Mieux, cent vingt-cinq sont concentrées dans le Haut-Vallon, c'est-à-dire les quatre gros bourgs horlogers de Villeret, Saint-Imier, Sonvilier et Renan (une société pour 100 habitants).

Le contraste entre ville et campagne – dans le cas jurassien, entre petits centres urbains et zones rurales – est bien marqué comme l'indique la comparaison chiffrée entre les cing agglomérations les plus importantes et le reste des communes. Les cinq localités considérées comme «villes» sont:

Saint-Imier, avec 90 sociétés pour 7400 habitants;

Porrentruy, avec 40 sociétés 6500 habitants;
Delémont, avec 39 sociétés pour 6100 habitants;
Moutier, avec 34 sociétés pour 4100 habitants;
Tramelan-Dessus et Tramelan-Dessous avec 27 sociétés pour 5200 habitants.
Ensemble, elles représentent moins de 30 % de la population jurassienne, mais elles totalisent plus de 40 % des sociétés. Cependant la différence est encore plus nette si l'on dépasse l'aspect strictement quantitatif pour une approche qualitative du phénomène.
Nous avons appliqué au cas jurassien le modèle typologique esquissé par le professeur Hans-Ulrich Jost. Il permet déjà d'opérer un premier tri en distinguant douze catégories ou types de société qui peuvent être regroupées en quatre domaines principaux, d'après leur trait dominant:

Groupe 1 (culturel):	Science & culture
	Musique & théâtre
	Sport & loisirs
Groupe 2 (économique):	Arts, métiers & professions
	Agriculture
	Industrie & commerce
Groupe 3 (social):	Assistance-assurance
	Utilité publique
Groupe 4 (politique):	Politique
	Militaire & tir
	Religion
	Mouvement ouvrier

Nous avons ainsi pu ventiler les 582 sociétés répertoriées dans *l'Indicateur commercial, industriel et agricole du Jura bernois* de 1909-1910 entre ces douze catégories, ce qui nous donne le tableau suivant:
On voit que pour l'ensemble du Jura, le premier groupe, à dominante culturelle, englobe près de la moitié des sociétés; l'autre moitié se répartit assez équitablement entre les trois autres secteurs. Cependant, si l'on considère seulement les cinq plus grandes localités citées plus haut, la distribution n'est pas la même: 35% pour les sociétés culturelles, 30% pour le domaine social, 21% pour les associations économiques et 13% pour celles à caractère politique ou idéologique.
Si on poursuit la comparaison ville/campagne au niveau des catégories, le contraste est frappant entre deux types de sociabilité formelle. L'une reflète les préoccupations et les valeurs d'une société rurale et traditionnelle, l'autre traduit les besoins et les aspirations d'une société transformée, sinon bouleversée, par

Les sociétés jurassiennes vers 1910, par catégories et groupes

	Nombre de sociétés			Pourcentage		
	Campagne	Villes	Jura	Campagne	Villes	Jura
a) par catégories:						
Sciences & culture	10	6	16	3	3	3
Musique & théâtre	148	42	190	42	18	33
Sports & loisirs	33	33	66	9	14	11
Arts et métiers		10	10	0	4	2
Agriculture	39	15	54	11	7	9
Industrie & commerce	6	24	30	2	10	5
Utilité publique	23	29	52	7	13	9
Assurance-assistance	22	40	62	6	17	11
Politique	2		2	1	0	0
Militaire & tir	44	12	56	13	5	10
Religion	22	10	32	6	4	5
Mouvement ouvrier	3	9	12	1	4	2
Total	352	230	582	100	100	100
b) par groupes:						
Culture	191	81	272	54	35	47
Economie	45	49	94	13	21	16
Social	45	69	114	13	30	20
Politique	71	31	102	20	13	18
Total	352	230	582	100	100	100

l'industrialisation, l'urbanisation et l'idéologie libérale. Sociétés de musique et de chant, sociétés de tir et asssociations agricoles caractérisent la sociabilité campagnarde. Musique et chant, prévoyance sociale, sport et loisirs, utilité publique, industrie et commerce prédominent dans les localités urbanisées.

La vie associative dans les villages jurassiens à la fin du XIXe siècle – à côté d'autres formes de sociabilité liées à la gestion des affaires communales et à la pratique religieuse – repose sur quatre groupements de base qui forment les deux tiers des sociétés recensées en milieu rural:

- la société de chant (parfois, celle de l'église),
- la fanfare,
- la société de tir,
- le syndicat d'élevage ou la société de fruiterie.

Dans les petits villages, on ne rencontre que l'une ou deux de ces sociétés; dans les communes rurales de plus de mille habitants – viennent parfois s'ajouter aux quatre associations susmentionnées une société de gymnastique, voire une société de secours mutuels.
Les villages industriels du vallon de Saint-Imier ont une vie associative beaucoup plus intense. Le contraste est frappant entre Corgémont, avec dix-sept sociétés pour 1300 habitants, et Courrendlin, seulement six sociétés pour plus de 2000 habitants, et cela malgré l'importante fonderie de Choindez établie sur le territoire communal et occupant plusieurs centaines d'ouvriers.
Après cette description sommaire du mouvement associatif jurassien vers 1910, il convient de remonter dans le temps pour évoquer brièvement les grandes lignes de son développement depuis 1815.

Survol de la vie associative jurassienne de 1815 à 1914

Dans le Jura, comme dans l'ensemble de la Suisse, le développement des associations volontaires est l'oeuvre du XIXe siècle; il est contemporain de l'avènement du régime libéral qui inscrit le droit d'association dans la constitution cantonale bernoise de 1846. L'article 77 est libellé ainsi: «Les associations et les assemblées publiques qui, soit dans leur but, soit dans leurs moyens, n'ont rien d'illégal, ne peuvent être ni restreintes, ni interdites». Selon Jean-François Aubert[4], le Canton de Berne «paraît être le premier à consacrer ensemble les droits d'association et de réunion». Ulrich Ochsenbein, rapporteur de la commission de rédaction, déclarait le 20 mai 1846 à l'Assemblée constituante, «cet article est nouveau pour la forme, mais quant au fond, il est déjà renfermé dans la constitution actuelle». Afin de dissiper les doutes concernant le droit d'association, implicite dans la constitution libérale de 1831, «on a cru devoir reconnaître expressément dans un article spécial ce qui a existé de fait»[5]. Sans prétendre décrire de manière exhaustive un phénomène assez complexe, essayons de distinguer quelques temps forts jalonnant l'essor du mouvement associatif dans le Jura à partir de 1815.

Sous la Restauration

Dans l'ancien Evêché de Bâle «réuni» à la République aristocratique de Berne en 1815, la période de la Restauration – qui est marquée par un retour partiel à l'Ancien Régime, notamment avec le rétablissement des bourgeoisies – semble peu propice à l'éclosion d'associations volontaires. Sont tolérées par le régime

patricien les sociétés traditionnelles, telles que les congrégations pieuses instituées dans le cadre paroissial. Il en est de même des sociétés de garçons, qui rassemblent les jeunes gens depuis la sortie de l'école jusqu'à leur mariage; elles animaient la vie locale en organisant les loisirs de la jeunesse et les rencontres entre garçons et filles.[6]

Les sociétés de tir, elles, sont officiellement encouragées par Leurs Excellences de Berne « désirant voir se former de nouveau comme ci-devant d'habiles carabiniers dans le canton». En juillet 1818, une ordonnance du Sénat met à disposition du Conseil de guerre un fonds destiné à subventionner l'exercice de ce sport; la «société du tir à bras franc» de la ville de Delémont est «rétablie» la même année, et un «Règlement pour la société de tirage du bailliage» est adopté en 1819.[7]

Dans le domaine culturel, on trouve à Porrentruy, dès 1818, un cabinet de lecture lié à un commerce de librairie et, à partir de 1822, le cercle littéraire du Casino, créé en 1812 sous le régime français, reprend vie.[8] Quelques sociétés de musique voient le jour: la fanfare de La Ferrière est fondée en 1819; à Delémont, le corps de musique formé en 1826 reçoit une subvention du conseil communal pour sa participation à la procession de la Fête-Dieu.

La Révolution libérale et le premier essor du mouvement associatif

La Révolution libérale dans le canton de Berne provoque un changement décisif: «Le premier effet des événements de 1830 et de 1831, écrit Virgile Rossel, fut de rendre beaucoup plus intense la vie publique du Jura. Pendant plus d'un quart de siècle, l'ancien Evêché avait obéi en silence à ses préfets de France, à ses baillis de Berne. Or, voici qu'on l'appelait aux droits et devoirs de la liberté»[9].

Après avoir contribué à renverser l'oligarchie bernoise Jules Thurmann, Xavier Stockmar, Auguste Quiquerez, Amédée Watt et le doyen Morel se retrouvent parmi les vingt-sept adhérents à la Société statistique des districts du Jura, fondée à Delémont le 10 septembre 1832 à l'initiative du premier. Son but était «d'étudier une partie du sol helvétique sous le rapport des sciences naturelles, des statistiques proprement dites et historiques». Ses membres, «amis de la science appartenant à toutes les couleurs d'opinion», se répartissaient en trois sections correspondant à ces orientations. Cette société, qui renaîtra quinze ans plus tard sous les traits de la Société jurassienne d'Emulation, ne tint qu'une seule réunion. En effet, avec la mise en place du jeune Etat libéral, «les luttes politiques un instant suspendues, note Xavier Kohler, devinrent plus vives, et la politique prit derechef le pas sur la science».[10]

D'ailleurs les affrontements politiques engendrent plusieurs tentatives de créer des

associations jurassiennes: une éphémère Association catholique est formée en 1832 par «tous les hommes bien-pensants de la contrée» pour la défense des droits de l'Eglise. Du côté libéral, en 1833, Xavier Stockmar organise à Porrentruy une société patriotique, affiliée à celle de Berne. Pour les «patriotes» jurassiens, il s'agit de soutenir le nouvel ordre des choses contre les menées réactionnaires du «parti aristocratique».

Dans le prolongement de la crise dans les rapports entre Berne et le Jura, culminant en 1839 avec la révocation du conseiller d'Etat Xavier Stockmar par le Grand Conseil bernois et le lancement de la «pétition jurassienne» exprimant les griefs du pays, paraît au début 1841 un *Appel au Jura pour la constitution d'une Association jurassienne*[11]. Les citoyens de «tous les districts catholiques et protestants du Jura» sont invités à s'unir pour la poursuite et la réalisation de tous les objets compris dans la pétition jurassienne», notamment le dégrèvement de l'impôt foncier, la réorganisation de l'instruction publique et le maintien de la législation française. Cet appel, qui récusait d'avance toute velléité de séparation territoriale, n'a pas eu de suite.

L'unité de vue des Jurassiens sur des objets idéologiquement très sensibles comme l'éducation est battue en brèche par les divisions politiques et confessionnelle. Ainsi l'association jurassienne des instituteurs, mise sur pied en 1836, ne réussit pas à réunir régulièrement les enseignants des deux confessions, si bien qu'en 1843 se constitue une Association des régents catholiques du Jura bernois. Pourtant, cinq ans plus tard, le 5 juin 1848, une centaine d'enseignants des deux confessions se retrouvent à Glovelier et adoptent les statuts de l'Association générale des instituteurs du Jura bernois.[12] C'est l'ancêtre de la Société pédagogique jurassienne qui sera fondée en 1865. L'existence d'une seule Ecole normale pour les instituteurs du Jura à Porrentruy a certes favorisé le rapprochement qui s'explique également par le contexte politico-culturel: en 1846, lors de la revision de la charte cantonale, les députés de l'ancien Evêché de Bâle forment un véritable «bloc national» à l'Assemblée constituante et le peuple jurassien accepte massivement la nouvelle constitution bernoise.[13]

La Société jurassienne d'Emulation

En quelque sorte, les régents ne font que suivre l'exemple de leurs collègues professeurs de l'Ecole normale et du Collège de Porrentruy qui, sous l'impulsion de Xavier Stockmar et Jules Thurmann, ont constitué en février 1847 la Société jurassienne d'Emulation. L'ambition des treize membres fondateurs, largement réalisée, est de rassembler l'élite intellectuelle du pays dans le but d'encourager et

de propager dans le Jura l'étude et la culture des lettres, des sciences et des arts; de développer les établissements littéraires et scientifiques du Jura et de favoriser la recherche des documents historiques concernant le pays. Pour réaliser ces objectifs, elle se donne les moyens suivants: 1. réunir régulièrement les hommes de lettres et les hommes de sciences du cru; 2. sauvegarder les documents et les monuments du passé; 3. constituer des musées et des collections; 4. publier les résultats des recherches et les travaux des membres.

La première assemblée générale annuelle se tient à Delémont en 1849 sous la présidence d'Auguste Quiquerez. D'autres sections régionales se constituent hors de Porrentruy, siège central de l'association; celles de Delémont et d'Erguel en 1849, Bienne et La Neuveville en 1854, Berne en 1862, Moutier en 1880 et Les Franches-Montagnes en 1894. Les *Coups d'oeil* à partir de 1849, devenus les *Actes* en 1857 rendent compte chaque année de l'activité de la Société jurassienne d'Emulation ainsi que des recherches et travaux de ses membres.[14]

Association de nature encyclopédique, l'Emulation ne s'intéresse pas qu'au seul domaine dit culturel: les sciences, les lettres et les arts. Elle fait une place non négligeable dans ses travaux et ses délibérations aux problèmes économiques et sociaux. C'est en son sein que sont émises deux idées de création d'assocations.

En 1853, elle décide de publier un mémoire de Xavier Stockmar intitulé *L'Utilitarisme*[15]. Alors directeur des forges de Bellefontaine et créateur de la Société d'utilité publique de Porrentruy fondée le 19 mars 1853[16], il y préconise la création d'une Société d'utilité publique du Jura, dont il définit l'esprit et les objectifs, les moyens et l'organisation, que concrétise un projet de statuts déjà entièrement rédigé. Pour que le Jura puisse prospérer dans une époque marquée par l'utilitarisme, aujourd'hui on dirait le progrès technique, Stockmar préconise la création d'une association dont le but serait «la bonne tenue et la prospérité du ménage jurassien». Il s'agit de procurer progrès et bien-être en intervenant après étude des besoins dans divers domaines: l'instruction populaire, l'agriculture et la sylviculture, les voies de communications, la fiscalité, le commerce et l'industrie, la prévoyance sociale, les tarifs douaniers. Dans ce but, la société devraient organiser des concours agricoles, des expositions industrielles, un conservatoire des arts et métiers, une bibliothèque spécialisée. Elle ne verra jamais le jour. Ce programme était sans doute trop ambitieux pour la bourgeoisie jurassienne de l'époque, par ailleurs trop souvent déchirée par les querelles politico-religieuses.

Le projet plus modeste d'Auguste Quiquerez, exposé en 1861, proposant la constitution d'une Société d'agriculture du Jura, partenaire des sections cantonales romandes, sera en partie réalisé avec la création de sociétés d'agriculture en Ajoie (1863), à Delémont (1867), puis à Moutier (1869).[17] La préoccupation n'était pas

nouvelle. L'*Almanach du Jura bernois pour l'année 1848* avait publié un article intitulé «De l'association comme source de prospérité», véritable plaidoyer en faveur du principe «qu'en s'associant l'homme augmente prodigieusement ses forces»; à l'exemple des fruitières dans les montagnes du Jura, «dans l'agriculture surtout, il est utile d'agir par voie d'association»[18].

Les grandes fédérations jurassiennes

Dans la seconde moitié du XIXe siècle, la création d'associations jurassiennes provient essentiellement du regroupement au sein d'une fédération régionale de sociétés locales qui se multiplient. C'est le cas notamment des principales fédérations regroupant les chanteurs, les musiciens et les sportifs:

- l'Union des chanteurs jurassiens[19] constituée en 1878, mais reprenant en fait la succession d'un «Deutscher Sängerbund» fondé en 1859, devenu le «Jurassicher Sängerbund», regroupant treize sociétés de chant en 1865, puis tombé en léthargie dans les années septante;
- la Fédération jurassienne de musique[20] créée en 1885 à Tavannes à l'initiative des fanfares municipales de Delémont et Moutier; dix-huit sociétés ont payé leur entrée et les cotisations la première année;
- la Société jurassienne de gymnastique[21], formellement baptisée ainsi en 1906, existait de fait depuis 1865 sous le nom de Société de gymnastique du district de Courtelary; aux sections de la vallée de la Suze, dont la plus ancienne Saint-Imier fut fondée en 1847, étaient venues se joindre par la suite des sections des autres districts;
- l'Association jurassienne bernoise de football[22] constituée en 1907 sous l'impulsion des cinq clubs entrés en compétition dans les premières années du siècle.

Quant aux nombreuses sociétés de tir, elles se contentent longtemps de la structure de la Société cantonale bernoise, fondée en 1833, puisqu'elles ne se regrouperont au sein de l'Association jurassienne des sociétés de tir qu'en 1922. En revanche, elles étaient déjà organisées en fédérations de district; par exemple, l'association des tireurs du district de Delémont s'est constituée en septembre 1900, en vue de bien préparer la fête cantonale de Saint-Imier, première manifestation de cette envergure dans le Jura.[23]

La création de structures jurassiennes peut être considérée comme une des manifestations de l'identité régionale. La minorité francophone éprouve alors le besoin de se regrouper non seulement sur le terrain culturel et politique, mais également pour des activités telles que l'exercice d'un sport ou la pratique musicale.

C'est du même état d'esprit que procède la fondation en 1903 de la Société jurassienne de développement (Jurassischer Verkehrsverein) par une trentaine de délégués des conseils municipaux et des sociétés de développement et d'embellissement. La promotion touristique pour laquelle les Jurassiens s'unissent est qualifiée d'«oeuvre éminemment économique et patriotique» par les fondateurs de l'association qui prendra le nom de Pro Jura en 1938.[24]
Remarquons que le besoin de se retrouver est aussi ressenti par la minorité de langue allemande dans le Jura, comme en témoigne la création en 1859 du «Deutscher Sängerbund», fondé par quatre «Männerchöre» et deux «Gemischten Chöre» du vallon de Saint-Imier, avant de se fondre dans l'Union des chanteurs jurassiens. La minorité alémanique a joué aussi un rôle non négligeable dans d'autres associations, en particulier le mouvement ouvrier.
Tandis que les sociétés de chant, de musique, de tir et de gymnastique se répandent en milieu rural, dans le Jura industriel et les villes apparaissent de nouvelles associations en rapport avec l'évolution économique et sociale.

Industrialisation et mouvement associatif

Saint-Imier en 1885

Lors de son enquête dans le Jura bernois en 1885, le Français Robert Pinot, l'un des plus brillants représentants de l'Ecole sociologique de Le Play, a été frappé par la richesse de la vie associative ainsi qu'il l'écrit dans la monographie intitulée *L'horloger de Saint-Imier*: «Saint-Imier, petite ville ouvrière de 7000 âmes, compte 75 associations de tous genres et de toutes espèces; il n'est pas un individu qui ne fasse partie d'au moins trois sociétés (...). La Suisse apparaît couverte d'un important réseau d'associations, qui ont en vue jusqu'au moindre besoin de l'ouvrier, et qui ne cessent de former et de resserrer entre leurs membres des liens de sympathie et de mutuelle bienveillance. Toutes les fois qu'une oeuvre est difficile à entreprendre, qu'un malaise ou qu'une souffrance se produit, on fonde une société; la difficulté est vaincue, le malaise diminue, la souffrance disparaît»[25].
Il décrit les principales de ces sociétés qu'il divise en deux groupes: celles qui ont pour but de subvenir aux besoins de la vie journalière, au mode d'existence et celles qui se proposent de parer aux crises, aux phases de l'existence.
Dans le premier groupe, il range les sociétés coopératives: la Société de consommation (959 carnets!), la Société de Boulangerie, celle d'approvisionnement

(pommes de terre), la Société laitière, les Soupes économiques. Il y inclut également la Société des Bains froids pour l'hygiène et les sociétés de sport: deux de gymnastique et quatre de tir; les corps de musique – la fanfare municipale, celle du Grütli et la Société philharmonique – ainsi que les quatre sociétés de chant: L'Union, L'Harmonie, Les Enfants de la Lyre et celle de chant sacré; la Société dramatique, la Société des Beaux-Arts et plusieurs groupements politiques et littéraires complètent l'éventail.

Le second groupe est formé par les associations ayant pour but la prévoyance sociale et la défense des intérêts de l'ouvrier. Ce sont les trois assurances en cas de maladie: la Société mutuelle de Saint-Imier et celles des Monteurs de boîtes et de l'Union des remonteurs; la Société mutuelle en cas de décès laquelle compte 2500 adhérents en 1885; en outre, les deux caisses d'épargne de Saint-Imier et du district de Courtelary montrent que «nos Jurassiens ont su résoudre par la seule association les fameuses questions du crédit industriel et du crédit agricole». Les sections locales de la Société suisse du Grütli et de la Société suisse d'utilité publique, après la Société internationale des Travailleurs, contribuent également au bien-être matériel et au développement intellectuel du peuple.

«En fait, conclut Pinot[26], toutes ces sociétés, toutes ces associations, fondées librement par les ouvriers, encouragées par le bienveillant intérêt des patrons, qui en sont presque toujours membres, ont réussi à conjurer en grande partie l'ébranlement que l'organisation de la grande industrie moderne avait causé à la famille ouvrière.» Même si elles n'ont pas pu «assurer aux familles ouvrières toute la stabilité qu'avaient celles-ci quand elles étaient paysannes», les sociétés ont largement contribué au «bien-être et à la paix sociale dans la plupart des centres ouvriers de la Suisse».

L'essor du mouvement ouvrier

Lors de son séjour à Saint-Imier, Robert Pinot a pu observer la section locale du Grütli; il a entendu parler de «la fameuse Internationale, fondée dans le but d'améliorer le sort des travailleurs». Mais il n'a connu ni l'épopée de la Fédération jurassienne anarchiste[27], dont le dernier congrès remontait à 1880, ni l'émergence du mouvement ouvrier jurassien qui, peu après son départ, développe dans le Jura, en plusieurs vagues successives, un réseau associatif assez dense. A partir de 1886, c'est l'éclosion du mouvement syndical dans l'industrie horlogère avec la création de nombreuses sections locales qui se regroupent en fédérations de métiers: monteurs de boîtes, repasseurs et remonteurs, graveurs et guilllocheurs, faiseurs de pendants, etc.[28]

Simultanément, la Société suisse du Grütli implante des sections dans une dizaine de communes jurassiennes; elles se regroupent en 1888 en une fédération jurassienne, laquelle tente vainement un premier regroupement des forces socialistes dans le Jura.[29]

Vers 1900, les syndicats, les sociétés ouvrières et les sections du Grütli se regroupent en Unions ouvrières locales à Saint-Imier, Delémont, Porrentruy, Tramelan, Moutier et fondent des Cercles ouvriers dans quelques gros bourgs horlogers. Avec la création de chorales, de fanfares, de groupes de théâtre ou de cercles d'étude, le mouvement ouvrier jurassien essaie également, tant bien que mal, de mettre le modèle associatif emprunté à la bourgeoisie au service de l'émancipation culturelle et politique de la classe ouvrière. Au début du XXe siècle, les premières sections socialistes se constituent et cherche à s'unir au sein d'une éphémère Fédération socialiste jurassienne; au cours de l'hiver 1911/1912, le parti socialiste s'implante durablement dans le Jura avec la création de deux fédérations régionales du Parti socialiste bernois, coïncidant avec les arrondissements électoraux fédéraux du Jura-Nord et du Jura-Sud.

L'avènement du parti socialiste marque la fin du dualisme politique qui caractérise la vie politique jurassienne au XIXe siècle: conservatisme contre libéralisme sous la Régénération, conservatisme libéral contre radicalisme centralisateur au milieu du siècle, parti conservateur catholique contre parti libéral-radical après le Kulturkampf, quand les organisations politiques adoptent des structures modernes et plus efficaces[30].

Associations économiques, philanthropiques et sportives

Parallèlement au monde ouvrier, les patrons des arts et métiers et de l'industrie horlogère s'associent à l'échelon local ou régional: maîtres bouchers, boulangers, hôteliers et cafetiers, entrepreneurs du Jura-Nord, fabricants d'horlogerie de Saint-Imier, Tramelan et du district de Porrentruy, etc. De même, les employés de commerce créent des sections de la Société suisse des commerçants dans plusieurs localités: Delémont, Moutier, Saint-Imier et Porrentruy.

Souvent liées à l'exercice d'une profession ou à une grande entreprise, les nombreuses sociétés mutuelles en cas de maladie et décès se sont multipliées à partir des années 1860. A relever que les sociétés mutuelles ont souvent préfiguré les organisations professionnelles, ouvrières et autres. Ainsi l'Association mutuelle des instituteurs jurassiens, constituée en 1886 sous la haute surveillance de la Société pédagogique jurassienne, précède la création en 1892 de

la puissante Société des instituteurs bernois, à laquelle leurs intérêts matériels immédiats appelèrent les enseignants jurassiens à s'affilier.[31]
Dans les milieux religieux, on cherche à mieux encadrer les nouvelles couches de population, la jeunesse et les ouvriers en particulier: Unions chrétiennes et cadettes chez les protestants; groupes de jeunesse, éclaireurs, cercles ouvriers catholiques. L'Union ouvrière catholique de Porrentruy est expressément créée en 1902 afin de contrecarrer l'influence socialiste dans le mouvement syndical.[32]
Relevons également, surtout dans les agglomérations principales, l'apparition de sociétés philosophiques et philanthropiques: les Libres Penseurs, les loges maçonniques de Saint-Imier et Porrentruy ainsi que les cercles de l'Union, dont les membres sont surnommés les «petits frères» en référence aux Francs-Maçons. Non dépourvues d'arrières-pensées philosophiques ou religieuses apparaissent également diverses oeuvres de bienfaisance et d'utilité publique, telles que les sociétés de tempérance: Croix-Bleue, Bons Templiers ou autres.
Enfin, à l'aube du XXe siècle, la jeunesse jurassienne commence à s'enthousiasmer pour les nouveaux sports: le football, l'athlétisme et le vélo ainsi que le patinage et le ski du côté de Saint-Imier, où l'on inaugure le funiculaire de Mont-Soleil en 1903. L'auto, la moto et même l'avion attirent leurs premiers adeptes.
Après ce rapide survol du mouvement associatif dans le Jura au XIXe siècle, examinons de plus près le cas de la ville de Delémont, que nous connaissons mieux, car nos recherches actuelles portent sur l'histoire de la capitale de la République et Canton du Jura.

Développement de la vie associative à Delémont

Voici, en l'état de nos recherches, comment on peut résumer le développement de la vie associative delémontaine du point de vue quantitatif:

- 1830: une demi-douzaine de sociétés pour 1400 habitants;
- 1850: une dizaine de sociétés pour 1650 habitants;
- 1880: une quinzaine de sociétés pour 2900 habitants;
- 1900: une trentaine de sociétés pour 5000 habitants;
- 1910: une soixantaine de sociétés pour 6100 habitants.

Cette évolution est très semblable à celle constatée sur le plan suisse: plus de la moitié des associations ont été créées vers la fin du siècle.[33] Sur les 65 sociétés

dont l'existence est attestée à Delémont en 1909, 15 seulement sont antérieures à 1880, 13 ont été fondées au cours de la décennie suivante, 9 entre 1890 et 1899, enfin 28 n'apparaissent que dans les premières années du XXe siècle.

L'apport des générations successives

Si l'on regarde de plus près cette évolution, on constate que le réseau associatif, tel qu'il se présente à la veille de la première guerre mondiale, est l'héritage des efforts de plusieurs générations successives. A cet égard, on peut distinguer quatre périodes.

La Régénération – à côté des sociétés traditionnelles léguées par la Restauration: congrégations religieuses, société de jeunes gens, société de tir – voit naître la Société de lecture du Casino (1842), puis la section delémontaine de l'Emulation (1849), alors qu'apparaissent par intermittence des groupes de musique, de chant et de théâtre ainsi que les premiers cercles politiques, tel le Comité des patriotes dans les années trente ou la Table Ronde de l'Hôtel de l'Ours vers 1846.

Au cours du troisième quart du siècle, la fondation d'une société de gymnastique, puis du Männerchor ainsi que la constitution de plusieurs associations mutuelles de secours en cas de maladie et de la Société philanthropique l'Union, sont significatives d'une époque marquée par l'apogée de l'industrie du fer dans la vallée de Delémont et une forte augmentation de la population du chef-lieu qui passe de 1650 habitants en 1850 à plus de 2900 en 1880.[34]

Le tissu associatif devient plus dense vers la fin des années 1880[35] avec la structuration des familles politiques – Cercle libéral, Cercle indépendant (conservateur), Société du Grütli – et l'essor du mouvement ouvrier: premiers syndicats dans l'horlogerie et la métallurgie, les principales activités industrielles de la ville. De leur côté, les nombreux cheminots gravitant autour de l'importante gare et provenant pour la plupart de la Suisse alémanique, créent leurs propres organisations: une fanfare, une coopérative de consommation, puis une chorale et un club sportif. Ils participent ainsi directement à la nouvelle floraison de sociétés qui marque la vie delémontaine au début du XXe siècle.

«L'extension sociale du phénomène associatif va de pair avec une dynamique prononcée de différenciation», observe Etienne François à propos de l'Allemagne au milieu du XIXe siècle.[36] On peut constater un tel processus de différenciation sociale à Delémont au tournant du XXe siècle. Il s'y manifeste tant par la multiplication des associations spécialisées et professionnelles (brasseurs, horlogers, métallurgistes, cheminots, instituteurs, entrepreneurs, employés de commerce) que

par le dédoublement de certaines associations, comme celles de chant ou de musique, reflétant des clivages sociaux, politiques, religieux ou linguistiques. Même la vogue nouvelle pour le sport n'échappe pas à ce double mouvement: elle se traduit à la fois par la création de clubs spécialisés dans un sport – vélo, football, hippisme – et parallèlement par l'apparition de sociétés concurrentes en tir et en gymnastique.

Recrutement social et dimension politique

En observant de près les dénominations, on s'aperçoit qu'une dizaine de sociétés portent une appellation allemande: chorales «Männerchor» et «Frohsinn», coopérative de consommation «Eintracht», Kegelclub, Hornussergesellschaft, Metallarbeitergewerkschaft, Arbeiterunion, etc. Ces organisations reflètent la forte proportion de germanophones – environ un tiers – parmi la population delémontaine au début du XXe siècle. La grande majorité des quelque trois cent employés de chemins de fer et du personnel de certaines entreprises importantes, notamment la coutellerie et la fonderie des Rondez, provient de la Suisse allemande, voire de l'Allemagne.

S'il est nettement bilingue, le mouvement associatif apparaît moins franchement ouvert aux femmes. Encore tenues à l'écart – de fait sinon parfois de droit – de la plupart des sociétés, les femmes n'apparaissent en nombre que dans les associations caritatives ou religieuses. En dehors de celles-ci, quelques dames font partie de la Société de lecture du Casino; plusieurs ouvrières militent dans les premiers et éphémères syndicats horlogers. Les statuts de la Société mutuelle horlogère mixte, adoptés en 1882, visant à protéger les ouvriers contre l'indigence en cas de maladie, précisent expressément qu'elle «reçoit dans son sein les personnes des deux sexes». Cela n'allait donc pas de soi!

Quant au profil sociologique des associations, nous avons déjà pu établir une parenté certaine entre les sociétés du Casino et de l'Emulation. Elles sont très proches par l'esprit qui les anime et leurs adhérents proviennent des mêmes milieux: indépendants et professions libérales, enseignants et fonctionnaires. Vers 1890, parmi la cinquantaine de membres de l'Emulation, vingt-quatre figurent également sur la liste des quelque soixante cotisants du Casino.[37] Plusieurs d'entre eux comptent parmi les animateurs des autres associations delémontaines et de la vie publique en général.

Il en va de même de La Chorale française, fondée en 1883, laquelle repose à l'origine sur deux piliers, selon son chroniqueur Paul Möckli: «un groupe de membres du corps enseignant et de fonctionnaires d'une part, gens du cru

apportant l'élément de stabilité ainsi qu'une utile influence; une phalange d'horlogers d'autre part, dont plusieurs venant du Jura-Sud et formant le personnel technique dirigeant de la Fabrique d'horlogerie»[38]. Dans la mesure où l'état des sources le permet, nous essaierons d'établir le profil sociologique des diverses sociétés et également d'aborder le problème des appartenances multiples. Par exemple, Emile Boéchat (1850-1902), fondateur du quotidien *Le Démocrate*, maire, préfet et conseiller national était membre de plusieurs sociétés: le Casino, l'Emulation, le Cercle libéral, l'Union, l'Association Fraternelle pour l'assistance des ouvriers malades; en tant que maire, il présida également la Fête jurassienne de chant de 1886.

Ces liens personnels ne sont qu'un des aspects des rapports entre le réseau associatif et le système politique. Le repérage des associations politiques proprement dites – depuis les comités ou cercles de la Régénération jusqu'aux véritables sections de partis bien organisés du début du XXe siècle – ne pose pas trop de problèmes. En revanche les clivages politico-religieux du XIXe siècles entre «Rouges» et «Noirs», puis l'essor du mouvement ouvrier et socialiste et la riposte des milieux catholiques ont suscité la création de sociétés concurrentes dans les domaines culturels, sportifs et professionnels, dont la coloration idéologique n'est pas toujours évidente de prime abord.[39]

En guise de conclusion

En lieu et place d'une véritable conclusion, nous terminerons cette première approche historique de la vie associative dans le Jura par deux brèves remarques d'ordre méthodologique. La première concerne les sources, la seconde l'approche typologique.

On a pu dénombrer rapidement près de 600 sociétés jurassiennes vers 1910 grâce à l'*Indicateur commercial, industriel et agricole du Jura bernois,* dont les éditions successives – la première en 1898, la neuvième et dernière en 1931, permettent par ailleurs une comparaison dans le temps. Cependant, si nous comparons la liste des sociétés delémontaines recensées par cette publication (39 noms) à celle établie d'après nos propres recherches (65 noms), nous constatons un écart important, révélateur des lacunes de cette source. Quelques exemples: les sociétés paroissiales et les sections locales des syndicats ouvriers ne sont pas mentionnées systématiquement; seulement deux des sections régionales de la Société jurassienne d'Emulation sont signalées. Pour une approche aussi complète que possible, le recours aux monographies locales et régionales, aux nombreuses

plaquettes anniversaires, à la presse et aux archives publiques s'avère indispensable.

Seulement après cette patiente reconstitution du tissu associatif, il sera possible de décrire son évolution et d'effectuer des comparaisons pertinentes entre régions, cantons et pays. Mais cette approche comparative n'est pas possible sans l'élaboration préalable d'une typologie des sociétés, telle que l'a suggérée Hans Ulrich Jost. La mise au point d'un tel outil de recherche, le plus fiable possible, doit être une de nos préoccupations premières. C'est la condition pour réaliser l'un des buts de recherche proposés par Etienne François: «l'étude des formes de sociabilité en tant que révélateur de tempéraments culturels régionaux ou nationaux originaux»[40].

Notes

1 Cf. Sociétés et sociabilité au XIXe siècle. Colloque à l'Université de Lausanne 13-14 juin 1986, Etudes et mémoires de la section d'histoire de Lausanne publiés sous la direction du Prof. H. U Jost, t. 5/86, Lausanne, 1986.

2 Cf. Cercle d'études historiques, Nouvelle histoire du Jura, Société jurassienne d'Emulation, Porrentruy, 1984.

3 Depuis 1860, près de 70 % de la population active du district de Courtelary travaille dans le secteur secondaire, alors que dans celui de Moutier, on passe du tiers en 1860, à la moitié en 1888 et aux deux tiers en 1910. A l'inverse, la moitié des Prévôtois sont encore actifs dans le secteur primaire en 1860 alors que dans le district de Courtelary, l'agriculture est déjà réduite à moins de 20 %; en 1910, les proportions respectives sont 23 % et 15 %.

4 Traité de droit constitutionnel suisse, Neuchâtel, 1967, vol. 1, p. 743.

5 Cf. Bulletin des délibérations de l'Assemblée constituante de la République de Berne, 1846, Nos 76, p.14-15 et 129, p. 16-18.

6 Cf. Gilbert Lovis, Au Temps des Veillées, Essai sur la mentalité paysanne jurassienne 1880-1930, Develier, 1982, p. 129 ss. Jules Surdez, Sociétés de garçons (paroisses du Jura bernois), in: Folklore suisse, Société suisse des traditions populaires, 49, 1959, p. 50-55. Certaines des sociétés de jeunes gens avaient un règlement écrit. Cf. André Rais, La confrérie des garçons de Moutier, in: Le Démocrate, 1963; Etienne Philippe, Règlement pour les garçons de Bassecourt de 1806, in: Almanach catholique du Jura, 1975, p. 21-31.

7 Archives de la Ville de Delémont: Sociétés. Tir (cote B-SOC-SO-O-D/E)

8 Benoît Girard, Des cabinets de lecture à Porrentruy au XIXe siècle, in: Le patrimoine au présent, Office du patrimoine historique, Porrentruy, No 9, 1987, p.13-15.

9 Histoire du Jura bernois, Genève, 1914, p. 282.

10 Cf. Pierre-Olivier Walzer, Les Pré-Actes, Nouveau coup d'oeil sur les origines de la Société jurassienne d'Emulation, Porrentruy, 1990, p. 57-61, et Société jurassienne d'Emulation, Le livre du centenaire 1847-1947, Porrentruy, 1947, pp. 226-227.

11 Porrentruy, 1841, 8 p. Sur ces événements, cf. Victor Erard, Xavier Stockmar, patriote jurassien, Porrentruy, 1968-1971, 2 vol.

12 L'Educateur populaire, Journal des écoles et des familles, Porrentruy et Berne, 1848.

13 Roland Ruffieux et Bernard Prongué, Les pétitions du Jura au canton de Berne durant le XIXe siècle, Fribourg, 1972, p. 36 ss.et Victor Erard, Xavier Stockmar, vol. 2, passim.
14 Cf. Pierre-Olivier Walzer, Les Pré-Actes, Nouveau coup d'oeil sur les origines de la Société jurassienne d'Emulation, Porrentruy, 1990, 213 p., et Société jurassienne d'Emulation, Le livre du centenaire 1847-1947, Porrentruy, 1947, 318 p.
15 Mémoire présenté à la Société jurassienne d'Emulation dans sa réunion annuelle à Porrentruy, le 1 août 1853. Porrentruy, 1853, 27 p.
16 Cf. Victor Erard, Xavier Stockmar, vol. 1 et 2, passim (voir index).
17 Cf. Rapport sur le concours agricole d'Yverdon présenté à la Société jurassienne d'Emulation dans sa réunion annuelle à Saint-Imier, le 1er octobre 1861, Porrentruy, 1861, 16 p. Annuaire du Jura bernois 1867, p. 145-146 et 1870, p. 128.
18 Porrentruy, 1848, p. 28-30.
19 Jämes Juillerat, 75e anniversaire de l'Union des chanteurs jurassiens, Notice historique, 1859-1934. La Neuveville, 1935, 173 p.; Henri Devain, Centenaire de l'Union des chanteurs jurassiens, Moutier 19-21 juin 1959, Aperçu historique, Moutier, 1959, 112 p.; Henri Devain, L'Union des chanteurs jurassiens a 125 ans, in: Le Pays, 1984; 125e anniversaire de l'Union des chanteurs jurassiens.
20 Fédération jurassienne de musique 1885-1935, Tavannes, 1935, 47 p.; 75e anniversaire de la Fédération jurassienne de musique, 1885-1960, Delémont, 1960, 40 p.; Fédération jurassienne de musique, 100 ans (de Fanfare), Porrentruy, 1985, 32 p.
21 La Société jurassienne de gymnastique, 1865-1965, Tavannes, 1965, 240 p.
22 Association jurassienne de football, 75e anniversaire, 1907-1982, Association jurassienne de football, 1982; Alain, Meury, Le football jurassien, Delémont, 1975, 142 p.
23 AJST 1922-1972, Association jurassienne des sociétés de tir, Delémont, 1972, 95 p. ; Jubilé de l'Association des sociétés de tir du district de Delémont et environs, 1900-1950, Delémont, 1950, 35 p.
24 Pierre Rebetez, Pro Jura, Société jurassienne de développement, 1903-1978, Moutier, 1978, 217 p.
25 Robert Pinot, Paysans et horlogers jurassiens, Genève, 1979 (Reprint de l'édition originale de La Science sociale, Paris, 1887/1889), p. 299.
26 Ibid., p. 308.
27 L'historiographie concernant la Première Internationale et la Fédération jurassienne est très abondante. Cf. la bibliographie de l'ouvrage le plus récent: Mario Vuilleumier, Horlogers de l'anarchisme. Emergence d'un mouvement: la Fédération jurassienne, Lausanne, 1988, p. 313-320.
28 Cf. Achille Grospierre, Histoire du syndicalisme ouvrier dans l'industrie horlogère, Genève, 1933, 169 p. En ce qui concerne le Jura, cf. nos deux articles dans La Lutte syndicale, 1er juin 1988, Numéro 22, Spécial centenaire, ainsi notre ouvrage: L'histoire du syndicalisme dans l'horlogerie et la métallurgie de la vallée de Delémont, La section FTMH de Delémont et environs(de 1887 à nos jours), Delémont, 1987, 264 p.. Pour les Franches-Montagnes, cf. Gérard Dubois, Le début du syndicalisme aux Franches-Montagnes(1886-1915), Mémoire d'histoire économique, Genève, 1984, 193 p.; Cent ans de syndicalisme horloger dans les Franches-Montagnes, 1886-1986, Saignelégier, 1986, 80 p.
29 François Kohler, Genèse et débuts du parti socialiste jurassien (1864-1922), in: Les origines du socialisme en Suisse romande, 1880-1920, Lausanne, 1989, p.99-122. Pour plus de détails, voir notre mémoire de licence sur La genèse et les débuts du parti socialiste dans le Jura bernois(1864-1922), Faculté des Lettres de l'Université de Fribourg (Suisse), 1969, 251 ff + annexes. Un condensé de ce travail a paru dans les Actes de la Société jurassienne d'Emulation, 72, 1969, pp. 149-198.

30 Cf. Le Parti démocrate-chrétien du Jura, 1877-1977, Du ghetto à la liberté, Porrentruy, 1977, 135 p. Quant à l'Association populaire jurassienne, devenue le parti libéral-radical jurassien au XXe siècle, son histoire reste à faire.

31 Cf. Edmond Guéniat, L'école publique, organisme vivant, in: Centenaire du journal Le Jura, 1850-1950, Porrentruy, 1950, p. 450-452; Otto Graf, La Société des instituteurs bernois, son histoire, ses oeuvres, ses buts, in: L'Ecole bernoise, 63, 1930/31.

32 Cf. Les travaux de Bernard Prongué: Le mouvement chrétien-social dans le Jura bernois de «Rerum Novarum» à «Mater et Magistra», 1891-1961, Porrentruy, 1968, 374 p. et La Jeunesse catholique jurassienne, Un cinquantenaire 1915-1965, Porrentruy, 1965, 55 p.

33 Cf. Hans Ulrich Jost, Société et sociabilité, in: Sociétés et sociabilité au XIXe siècle, p. 8.

34 Cf. François Kohler, Delémont au XIXe siècle: grisaille politique et occasions manquées?, in: Actes de la Société jurassienne d'Emulation 1989, p. 199-311.

35 Cf. notre article: Vivre à Delémont il y a un siècle, in: Jura Pluriel, No 15, Printemps-Eté 1989, p. 10-13.

36 De l'étude des associations à l'étude de la sociabilité, in: Sociétés et sociabilité au XIXe siècle, p. 102-103.

37 On trouve les listes de membres de ces deux sociétés dans les Actes de la Société jurassienne d'Emulation d'une part, et les archives de la Société du Casino conservées au Musée jurassien d'art et d'histoire, à Delémont.

38 Cinquante ans de la vie d'une société, La Chorale Française de Delémont, 1883-1933, Delémont, 1933, p. 7.

39 Par exemple, à Delémont, la Fanfare municipale se rattache à la famille radicale, l'Union instrumentale est une émanation des milieux catholiques, la Fanfare des cheminots est proche du mouvement socialiste.

40 De l'étude des associations ..., in: Sociétés et sociabilité au XIXe siècle, p. 106.